

Présentation

Christine Pina



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4374>

DOI : [10.4000/cdlm.4374](https://doi.org/10.4000/cdlm.4374)

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2008

Pagination : 133-136

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Christine Pina, « Présentation », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 77 | 2008, mis en ligne le 27 novembre 2009, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4374> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.4374>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Présentation

Christine Pina

- 1 Il faut remercier les *Cahiers de la Méditerranée* d'avoir accepté d'ouvrir leurs pages aux actes de la journée d'études organisée en juin 2008 par le laboratoire ERMES de l'Université de Nice Sophia Antipolis sur la question : « Les Alpes-Maritimes : territoire administratif et politique singulier ? ». Cette manifestation scientifique et les actes qui en sont issus s'inscrivent dans les axes de recherches du laboratoire ERMES, et notamment de son « Observatoire socio-politique de la Côte d'Azur » et du « Programme de Recherche sur les Institutions Des Anciens Etats de Savoie » (PRIDAES)¹.
- 2 Cette journée d'études a été l'occasion de rassembler des historiens du droit, des politistes et des historiens autour d'une réflexion sur le(s) territoire(s) et la manière de l'(les) analyser dans une démarche pluridisciplinaire. Elle a également été l'occasion de faire dialoguer des enseignants-chercheurs confirmés et des docteurs, doctorants ou étudiants en formation, assurant, de fait, le renouvellement des regards et des points de vue.
- 3 La genèse de cette journée d'études mérite quelques mots. Originellement, le laboratoire ERMES souhaitait organiser sa réflexion sur le territoire de la Côte d'Azur, partant du constat que cette entité géographique était peu étudiée mais recelait des potentialités de recherche évidentes. Or, si le département possède des frontières, des contours et une cohérence tant administrative que politique (l'existence du Conseil Général et des élus départementaux en témoigne), la « région » ou le territoire « Côte d'Azur » paraît bien plus indéfini : ses lisières sont tout autant frontières romanesques (l'expression « Côte d'Azur » est traditionnellement attribuée à Stéphane Liégeard et à son livre *La Côte d'Azur* publié en 1887) que sujettes à discussion entre géographes et acteurs socio-politiques².
- 4 Loin de pouvoir être appréhendée comme une entité administrative et politique cohérente, la Côte d'Azur est tout autant une subdivision territoriale faisant face à la Provence (ce dont témoigne le nom de la région PACA) qu'une ressource, tout à la fois symbolique³ et touristique, mobilisées par les acteurs locaux. Par conséquent, vu la

difficulté à définir de manière unanime la Côte d'Azur, l'étude de cette dernière va nécessiter des recherches approfondies dans un programme pluriannuel.

- 5 Considérant cette complexe alchimie entre « image » et « réalité territoriale », les chercheurs du laboratoire ERMES ont choisi de revenir, pour cette journée d'études, à un espace géographique à la fois plus « consistant » mais aussi plus légitime d'un point de vue politique et administratif : le département des Alpes-Maritimes. Plusieurs questions ont alors guidé les travaux de cette journée : que représente concrètement ce département et en quoi son histoire récente⁴ permet d'abonder dans le sens de la singularité et de la cohérence, tant politiques, qu'administratives et culturelles ?
- 6 De fait, l'objectif de ces actes est double : d'une part, revenir sur la genèse de ce département en examinant sa construction institutionnelle et/ou culturelle mais aussi, d'autre part, analyser la manière dont les politiques font appel à son identité aussi bien au XIX^e qu'aujourd'hui, comme le montre l'actualité immédiate avec les élections municipales de 2008. Le croisement de ces angles d'observation ne vise pas à céder à un tropisme localiste qui n'aurait d'autre effet que de renforcer la croyance en un supposé atypisme du département. Plus raisonnablement, il s'agit de décrypter les mécanismes et pratiques qui fabriquent cette singularité.
- 7 Car si les départements du Var ou des Bouches-du-Rhône ont donné lieu à de nombreuses publications de chercheurs, il en est tout autrement des Alpes-Maritimes, en particulier en Science politique.
- 8 Enfermé dans des stéréotypes à la fois réducteurs et trop souvent peu confrontés à l'analyse scientifique (au premier rang desquels le clientélisme politique, le particularisme ou la défense d'une identité niçoise structurante et fragile), le département des Alpes-Maritimes semble condamné à n'être regardé que comme une vitrine touristique, tout à la fois immuable et peu sujette à recherches.
- 9 Les chercheurs réunis à l'occasion de cette journée d'études ont souhaité participer à la construction d'un véritable objet de recherche – les Alpes-Maritimes.
- 10 Les cinq premières contributions reviennent précisément sur l'histoire de ce département et les éléments qui, peu ou prou, ont participé à la construction (tant symbolique qu'administrative et politique) des Alpes-Maritimes. L'identité administrative (Michel Bottin) et culturelle (Stéphanie Blot-Maccagnan et Karine Deharbe) du département ne sont pas à ranger au rayon des anecdotes ou des avatars (parfois complexes) d'une construction territoriale. Ils participent, au même titre que les hommes politiques (Patricia Prenant) ou les discours politiques (Henri Courrière, Marc Ortolani), à la construction d'un département et à l'élaboration de représentations faisant sens encore aujourd'hui. A ce titre, analyser l'histoire d'un territoire n'est pas qu'un passage obligé pour quiconque souhaite appréhender l'actualité d'un espace politique et administratif. L'histoire est tout à la fois repères, blessures, patrimoines symbolique et politique qui permettent de dessiner des « sentiers de dépendance » (*path dependency*), sentiers qui ont peut-être leur importance pour comprendre les spécificités actuelles d'un territoire.
- 11 Les quatre contributions suivantes considèrent, cette fois, le département des Alpes-Maritimes, non plus comme objet d'étude, mais comme décor, contexte et/ou contrainte pour analyser les élections municipales de 2008, avec un double objectif : renouveler l'analyse politologique sur ce département et apporter des connaissances

sur ce territoire pour assurer, à terme, la comparaison avec d'autres départements français ou régions limitrophes.

- 12 Stéphane Cadiou d'une part et Marie-Ange Grégory d'autre part, en travaillant sur les discours des candidats à la mairie de Nice et la place de l'intercommunalité dans la campagne municipale, participent à une réflexion plus globale sur les changements affectant les élections locales. Ils démontrent également l'importance que revêt, dans celles-ci, la mobilisation d'un territoire pertinent pour les électeurs (la commune, la communauté d'agglomération...) et d'une histoire qui scelle la relation entre un édile et un espace politique. Or, si les élections municipales revêtent une importance considérable du fait de leur enjeu propre, elles sont également déterminantes dans le troisième tour que représente l'élection des conseillers, du Président et des vice-présidents des intercommunalités, comme le confirme Mahamadou Siribié à partir de l'analyse de Pôle Azur Provence.
- 13 Christian Bidégaray et Christine Pina, en analysant plus précisément les huit communes de plus de 3.500 habitants ayant changé –contrairement aux autres– d'équipe municipale en 2008, démontrent que, si le changement d'édile cache souvent la continuité, il peut être considéré comme le fruit d'une campagne municipale ayant transcendé les frontières communales.
- 14 Une manière, en quelque sorte, de rappeler que le territoire politique est, comme les contours de la Côte d'Azur, labile et soumis à discussions, voire négocié par les acteurs eux-mêmes...

NOTES

1. Deux colloques organisés en 2007-2008 (« Pouvoirs et territoires dans les Etats de Savoie » dont les actes sont à paraître en 2009-2010 aux Éditions Serre et « L'élu local : changements ou continuité ? », dont les actes sont à paraître en 2009 aux Presses universitaires de Grenoble) ont précédé cette journée d'études.

2. Si les géographes considèrent en général la Côte d'Azur comme un territoire délimité à l'ouest par la ville de Hyères (Var) et à l'est par Menton (Alpes-Maritimes) et couvrant, de fait, le département des Alpes-Maritimes, le projet d'agglomération de la CANCA adopté par le conseil communautaire le 13 décembre 2004 propose un autre découpage, limitant la Côte d'Azur au quart de la superficie du département maralpin et ne regroupant que 76 communes. Voir à ce titre : http://www.agglo-nice.fr/medias/texte_projet_agglo.pdf, p. 4.

3. La dénomination des communautés d'agglomération CARF -Communauté d'Agglomération de la Riviera Française- et CANCA -Communauté d'Agglomération de Nice Côte d'Azur- attestent de l'importance du label Côte d'Azur (sous sa forme provençale ou anglaise) pour nommer le territoire, en particulier maralpin.

4. Voir à ce titre la contribution de Michel Bottin.

AUTEUR

CHRISTINE PINA

Christine Pina est maître de conférences en science politique à l'Université de Nice-Sophia Antipolis (Faculté de Droit, des Sciences politiques, économiques et de gestion), directrice du laboratoire ERMES et co-directrice du Master 2 professionnel « Expertise du politique et affaires publiques ». Elle travaille sur les méthodes des sciences sociales, la vie politique en France et les partis politiques (l'extrême gauche, en particulier). Ses derniers travaux portent plus précisément sur les élections locales, en particulier dans le département des Alpes-Maritimes. Elle codirige avec Christian Bidégaray et Stéphane Cadiou un ouvrage intitulé *L'élus local, changements ou continuité ?* qui paraîtra en 2009 aux Presses Universitaires de Grenoble.